



FSU du Val-de-Marne

Bulletin n°147 février 2025

**ENGAGÉ-ES
POUR LES
DROITS DES
FEMMES**

8 mars

mobilisons-nous !

Fédération Syndicale Unitaire du 94
EPA, SNASUB, SNEP, SNEPAP, SNES, SNESup, SNETAP, SNICS, SNPES-PJJ, SNIPIEN, SNUAS-FP, SNUJTER, SNUJEP, SNUJpp, SNUJPDEN



F.S.U. Ile de France

Services publics: des missions

ANI - Pacte de responsabilité - Réduction des dépenses publiques

au service de l'intérêt général

STOP! Faites le choix des solidarités, de l'égalité, pas de la fin

édito



Avec le dépôt d'un amendement au projet de loi de finances pour 2025, le nouveau gouvernement confirme sa volonté de maintenir une des deux injustes mesures Kasbarian. Il persiste à vouloir réduire de 10 % la rémunération des agent·es publics en cas d'arrêt maladie. Si les 2 jours de carence supplémentaires ont été abandonnés, ce que la FSU voit comme une première victoire des personnels mobilisés, en particulier le 5 décembre dernier, le maintien de la baisse de 10% de la rémunération en cas d'arrêt maladie va lourdement pénaliser les agent·es et revient, pour l'actuel ministre, à reprendre en partie la brutalité de l'ancien. La FSU continue de s'opposer à cette mesure. Il n'est pas acceptable que le gouvernement, sous prétexte d'économies budgétaires, pénalise les agent·es en arrêt maladie dans un contexte de dégradation continue de leurs conditions de travail.

LES AGENT·ES PUBLICS ONT DÉJÀ PAYÉ UN LOURD TRIBUT EN MATIÈRE DE RÉMUNÉRATION ET DE RECONNAISSANCE DE LEUR ENGAGEMENT PROFESSIONNEL QUOTIDIEN POUR ASSUMER LEURS MISSIONS D'INTÉRÊT GÉNÉRAL ET DE SERVICE PUBLIC.



La FSU 94 continuera de se mobiliser aux côtés des agent·es. Elle l'a réaffirmé tout au long de son congrès départemental (1) les 10, 13, 14 janvier qui a été source de riches débats autour des prochains mandats qu'elle portera pour la défense des Services Publics, celle des agent·es actifs et retraité·es .

Elle a réaffirmé également ses mandats sur les lois immigration et condamne fermement la circulaire Retailleau qui annule et remplace la circulaire Valls sur l'admission exceptionnelle au séjour par le travail. Cette circulaire va aggraver encore la situation des travailleuses et travailleurs sans papier. C'est un violent recul en matière de droit du travail et de droit des étrangers quand on sait l'exploitation qui domine déjà dans bons nombres de secteurs. Cette circulaire est un reflet de l'extrême droitisation du gouvernement. La FSU94 sera mobilisée pour la défense d'une politique d'accueil et de solidarité fondée sur le respect des droits, de la dignité humaine et des libertés de toutes et tous. Elle appelle d'ores et déjà à l'action mondiale du samedi 22 mars 2025 contre le racisme et le fascisme.

Le congrès a été aussi un vecteur d'échanges autour du droit des femmes. Cela a été l'occasion de réaffirmer encore et toujours la prise de position déterminée de notre fédération départementale dans les combats féministes contre les inégalités, contre le masculinisme et contre les violences sexistes et sexuelles. La FSU94 appelle les agent·es à se mobiliser le 8 mars lors de la journée internationale des droits des femmes.

(1) Vous trouverez ci-contre les résultats de la consultation interne qui s'est déroulée du 7 au 28 novembre 2024 en amont du congrès. Merci à l'ensemble des adhérent·es des syndicats nationaux de la FSU qui ont participé aux votes !



Cécile Quinson

Résultats élections internes FSU 94

2024	Syndicats	Inscrits	Vote d'Orientation Nationale								Vote d'orientation Départementale					
			Votants	BL/Nul	Exprimés	UA	EE	Émancipation	URIS	FU	Votants	BL/Nul	Exprimés	UA	EE	Émancipation
	SNAC	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	SNASUB	55	6	0	6	6	0	0	0	0	3	0	3	3	0	0
	SNCS	56	0	0	0	0	0	0	0	0	4	0	4	3	0	1
	SNE	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	SNEP	195	43	2	41	40	1	0	0	0	43	1	42	41	1	0
	SNEPAP	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	SNES	1304	312	2	310	248	35	20	2	5	312	9	303	248	35	20
	SNESUP	92	17	0	17	4	9	1	1	2	25	1	24	16	5	3
	SNETAP	16	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	1	0	0
	SNICS	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	SNPESPJJ	19	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	2	0	2	0
	SNUASFP	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	SNUEP	72	12	0	12	8	2	0	1	1	7	2	5	4	1	0
	SNUIPP	804	285	10	275	78	187	4	4	2	285	12	273	79	192	2
	SNUITAM	17	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	SNUP-CDC	7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	SNUPDEN	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0	0	1
	SNUTER	971	110	10	100	45	44	3	4	4	107	15	92	52	40	0
	SUI	8	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	1	0	0
	TEIOS	27	8	0	8	3	2	1	2	0	5	0	5	3	1	1
	Total	3654	793	24	769	432	280	29	14	14	796	40	756	451	277	28
	%					56,18%	36,41%	3,77%	1,82%	1,82%				59,66%	36,64%	3,70%

	RA NATIONAL				RA DEPARTEMENTAL			
	POUR	CONTRE	ABST.	REFUS D V	POUR	CONTRE	ABST	REFUS D V
SNAC	0	0	0	0	0	0	0	0
SNASUB	5	0	1	0	2	0	1	0
SNCS	0	0	0	0	3	0	1	0
SNE	0	0	0	0	0	0	0	0
SNEP	39	0	2	0	40	0	2	0
SNEPAP	0	0	0	0	0	0	0	0
SNES	241	11	59	1	241	11	59	1
SNESUP	10	1	6	0	22	0	2	0
SNETAP	0	0	0	0	1	0	0	0
SNICS	0	0	0	0	0	0	0	0
SNPESPJJ	0	0	0	0	2	0	0	0
SNUASFP	0	0	0	0	0	0	0	0
SNUEP	11	0	1	0	5	0	0	0
SNUIPP	218	1	48	9	228	1	38	4
SNUITAM	0	0	0	0	0	0	0	0
SNUP-CDC	0	0	0	0	0	0	0	0
SNUPDEN	0	0	0	0	0	0	1	0
SNUTER	92	0	10	1	90	1	8	2
SUI	0	0	0	0	1	0	0	0
TEIOS	8	0	0	0	5	0	0	0
Total	624	13	127	11	640	13	112	7
%	81,14%	1,69%	16,51%	1,43%	84,66%	1,72%	14,81%	0,93%

La situation politique française s'inscrit dans un contexte international de guerres multiples, plus ou moins médiatisées. La guerre en Ukraine continue, dans le même temps, Israël poursuit son génocide en Palestine tout en menant une guerre sans relâche contre tous ses voisins, et en organisant l'occupation définitive de territoires au Liban et en Syrie, avec la complicité occidentale. Dans ce contexte, la FSU se félicite de la chute du régime de Damas et souhaite le meilleur au peuple syrien. La FSU ne se fait aucune illusion sur la nature et les motivations de HTC. Mais la fin de la dictature sanguinaire du clan Assad rouvre la séquence des Printemps arabes et ravive l'espoir de progrès démocratiques dans cette région du monde.

Par ailleurs, la France n'est pas le seul pays en proie aux poussées nationalistes, le retour de Trump aux États-Unis, l'élection de Milei en Argentine, de Meloni en Italie, et les victoires multiples en Europe de leurs alliés doivent nous alerter. L'usage de X et Meta comme vecteurs de diffusion, au nom de la "liberté d'expression", d'attaques contre les droits et la démocratie entre autres, est à prendre au sérieux.

La crise climatique révèle et aggrave une crise sociale sans précédent : la situation à Mayotte est catastrophique. La FSU 94 apporte son soutien aux camarades et populations impactés. Dans ce contexte, le nouveau gouvernement a pu dévoiler une fois encore le mépris avec lequel il traite les personnes et les situations pourtant engendrées par l'insuffisance de l'action des pouvoirs publics dans ces territoires.

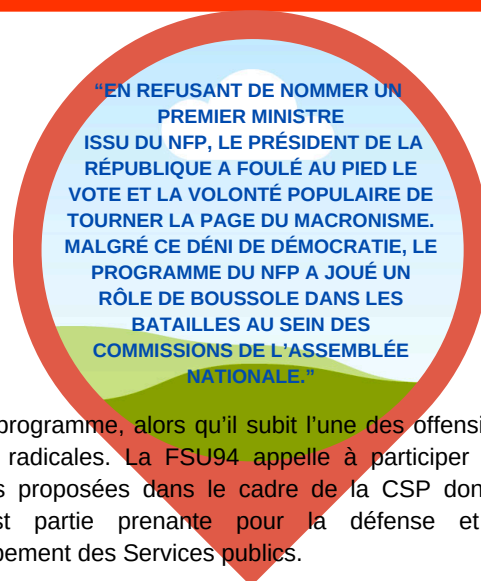
L'abandon et le mépris des besoins de la population en Kanaky, Martinique, Guadeloupe, Guyane et Mayotte sont des manifestations de colonialisme qu'il faut battre.

Après les élections européennes, le Président Macron, comptant sur la division de la gauche face à la montée du RN, a voulu tenter un coup politique et a dissout l'Assemblée nationale.

Cette manœuvre s'est retournée contre son auteur : les partis de gauche, poussés par les organisations syndicales à prendre leur responsabilité, se sont unis sous la bannière du Nouveau Front Populaire. Et à la surprise générale, en premier lieu celle du camp présidentiel, c'est le NFP qui est arrivé en tête de l'élection ! La FSU 94 qui appelait de ses vœux cette union s'est engagée pleinement dans la campagne électorale, pour faire gagner le programme du NFP qui, bien que largement perfectible, était le seul qui offrait un espoir et des perspectives de progrès social.

En refusant de nommer un premier ministre issu du NFP, le président de la République a foulé au pied le vote et la volonté populaire de tourner la page du macronisme. Malgré ce déni de démocratie, le programme du NFP a joué un rôle de boussole dans les batailles au sein des commissions de l'Assemblée nationale.

Lors des discussions sur le projet de loi de finances, les avancées vers un autre budget et des mesures comme le statut des AESH, sont à mettre à la convergence entre le NFP et le mouvement social. Il est indispensable de continuer à renforcer les propositions de la FSU sur les services publics et les questions relatives au monde du travail, peu évoquées



dans le programme, alors qu'il subit l'une des offensives les plus radicales. La FSU94 appelle à participer aux initiatives proposées dans le cadre de la CSP dont la FSU est partie prenante pour la défense et le développement des Services publics.

Tout cela s'inscrit à la suite de deux années de forte mobilisation durant lesquelles le gouvernement, à coup de 49.3, a multiplié les passages en force, alors même que des mobilisations d'une importance historique lui faisaient face. Ce fut le cas pour la réforme des retraites mais aussi pour celle dite du Choc des savoirs. Les gouvernements qui se sont succédé sous les quinquennats Macron n'ont pas attendu la victoire du Rassemblement National aux élections européennes pour mener des politiques racistes et autoritaires. C'est ainsi qu'ont été mises en place les lois immigrations, toujours plus répressives et inhumaines, légitimant par la même occasion les discours haineux dans la société.

La nomination du gouvernement Barnier sous la coupe de l'extrême droite n'aura guère duré : celui-ci a fini par être censuré le 4 décembre 2024 avec son budget, ce qui pour la FSU 94 est aussi une victoire anticipée de la grève massive du 5 décembre qui a vu un nombre très important de fonctionnaires se mettre en grève et manifester, en particulier dans les cortèges FSU, pour la défense des services publics et contre les 3 jours de carence. Le nouveau premier ministre Bayrou donne des gages aux réactionnaires et à l'extrême droite en maintenant Retailleau au ministère de l'Intérieur et avec le retour de Darmanin nommé à la justice.

Que ce soit dans ses mots ou dans ses actes lorsqu'il en était le ministre de l'Éducation nationale du gouvernement Balladur, Bayrou a toujours porté une vision passéiste et de destruction du Service Public d'éducation, qu'il souhaite en partie céder au privé.

Pour la FSU 94, il s'inscrit dans la poursuite des politiques libérales menées ces dernières décennies approfondissant la crise scolaire. Pour ce gouvernement, comme les précédents, la variable d'ajustement du budget pour lutter contre le déficit sont les services publics et la rémunération des fonctionnaires : la FSU 94 ne laissera pas faire, la justice fiscale doit guider la question budgétaire. En 10 ans la perte du pouvoir d'achat est considérable et pèse sur la crise du recrutement et le niveau des futures retraites.

La FSU, dans une démarche unitaire impulsera la grève et des actions diverses afin que 2025 ne soit pas une année blanche pour les fonctionnaires. La question salariale est centrale pour enrayer cette spirale délétère, elle n'est plus seulement une question corporatiste. La FSU fait de la question salariale un axe central et transversal de nos luttes.

Elle continue à exiger l'abrogation immédiate de la réforme Borne reculant l'âge de départ à la retraite à 64 ans, le droit de départ à la retraite à 60 ans avec 37,5 annuités, et le refus de tout retour de la retraite « par points » que nous avons combattue.

Alors que notre système de santé au bord de l'effondrement est une des premières préoccupations de la population : carence de la médecine de ville, déserts médicaux, crise de l'hôpital public, difficultés du médico-social, la FSU revendique des personnels et des moyens financiers pour y répondre. La santé est un droit fondamental qui doit échapper aux lois du marché. La question de la santé au travail devient une question cruciale dans nos politiques revendicatives.

Les 80 ans de la Sécurité sociale est l'occasion d'impulser la convergence des forces associatives, politiques et syndicales pour reconstruire un système de protection sociale répondant aux besoins de la population. Elle appelle à participer à la journée de débat «Convergeons pour la Sécurité sociale » le 1er février à Montreuil.

La FSU 94 organisera un stage à l'occasion des 80 ans de la sécurité sociale. Elle continuera de porter le mandat 100% sécu. La question de la reconnaissance du travail dans toutes ses dimensions doit être au centre d'une démocratie sociale qui reste à reconstruire.

C'est dans ce contexte que se tient le congrès 2025 de la Fédération Syndicale Unitaire du Val-de-Marne, qui doit assumer les responsabilités qu'exigent sa position majoritaire au sein de l'Éducation Nationale, de 2e force syndicale de la Fonction publique d'État et désormais incontournable dans la FPT sur notre département. Cela doit se concrétiser rapidement pour donner des suites à la journée de grève du 5 décembre.

Conformément aux mandats du précédent congrès, la FSU 94 a d'ores et déjà mené un travail conséquent de lutte contre l'extrême droite, au travers de stages mais aussi en étant le moteur de la construction d'une section VISA 94 (Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes). Ce travail sera poursuivi et amplifié, afin de mener les luttes contre celles et ceux qui portent une vision funeste de la France. La FSU 94 continuera de faire connaître les votes et actions de

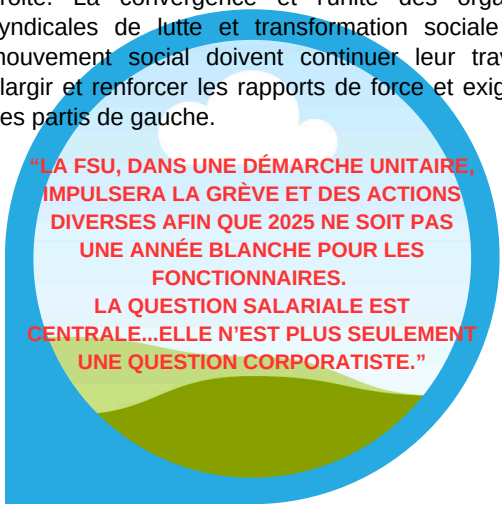
l'extrême-droite, en totale contradiction avec leurs déclarations et de combattre le racisme qui en est le terreau. Elle organisera, dans le cadre du collectif intersyndical VISA, un stage en juin 2025. Elle renforcera son engagement dans la défense des migrant-es et des travailleur-ses sans-papiers notamment avec RESF pour les jeunes et les familles d'enfants scolarisés.

Afin de construire des mobilisations les plus larges possible, la FSU 94, poursuivra le travail intersyndical dans lequel elle est engagée, en s'assurant que celui-ci se fasse dans de bonnes conditions et qu'il permette l'union et non les divisions, notamment en vue des élections professionnelles.

D'autre part, la FSU 94 devra développer les partenariats entre SN de la fédération comme c'est déjà le cas entre les territoriaux et la FSU-SNUipp. En vue des prochaines élections professionnelles, le BEFD pourra s'atteler au travail transversal entre tous les syndicats de la SD. Cela renforcera la FSU94 pour mener les luttes.

La FSU 94 soutiendra et s'engagera aux côtés des personnels mobilisés y compris par la grève dans cette période. Dans notre département où les AESH ont prouvé qu'elles sont capables de se mobiliser très largement, elle œuvrera à la réussite de la journée de défense des personnels AESH du 16 janvier. De même, au lendemain du procès des viols de Mazan, elle sera d'autant plus motrice afin que la grève féministe du 8 mars soit la plus suivie possible et que la culture du viol ou plus largement le patriarcat soit combattu dans la société dont nos organisations font partie intégrale. Enfin, elle mettra tout son poids dans la défense des retraité-es, notamment par la construction et la participation d'initiatives visant une amélioration des conditions de vie de ces dernier-es.

Dans un contexte d'instabilité institutionnelle inédite, notre fédération et ses syndicats doivent occuper l'espace des luttes idéologiques et sociales pour gagner contre les politiques libérales du bloc droite/extrême-droite. La convergence et l'unité des organisations syndicales de lutte et transformation sociale avec le mouvement social doivent continuer leur travail pour élargir et renforcer les rapports de force et exiger l'unité des partis de gauche.



"LA FSU, DANS UNE DÉMARCHE UNITAIRE, IMPULSERA LA GRÈVE ET DES ACTIONS DIVERSES AFIN QUE 2025 NE SOIT PAS UNE ANNÉE BLANCHE POUR LES FONCTIONNAIRES. LA QUESTION SALARIALE EST CENTRALE...ELLE N'EST PLUS SEULEMENT UNE QUESTION CORPORATISTE."

La santé, un bien commun

Pour l'accès de toutes et tous à un système de santé de qualité !

EN 2000, L'OMS CONSIDÉRAIT QUE LA FRANCE AVAIT LE MEILLEUR SYSTÈME DE SANTÉ DU MONDE. MAIS CELUI-CI EST EN COURS D'EFFONDREMENT, LE COVID A ÉTÉ LE RÉVÉLATEUR DE L'ABANDON D'UNE POLITIQUE DE SANTÉ PUBLIQUE QUE BEAUCOUP DE PAYS NOUS ENVIAIENT. CETTE DÉGRADATION EST TELLE QUE LA SANTÉ EST DEVENUE L'UNE DES PRÉOCCUPATIONS PRINCIPALES DES HABITANTS DE NOTRE PAYS.



L'Hôpital public est la première victime de cette politique. Il est privé de financement depuis des décennies : suppression de lits ou de services, voire fermeture d'hôpitaux de proximité, budget étranglé par la tarification à l'activité (T2A), concurrence des établissements de santé privés à but lucratif qui sélectionnent leurs patients et les pathologies rentables, voire qui débauchent des soignants hospitaliers du service public. Notre département, le deuxième n'est pas épargné. Encore, ces dernières semaines aux urgences de Villeneuve-Saint-Georges, comme celles de Mondor, les services de neurologie à Chennevières, de gériatrie à E Roux ou la psychiatrie à Saint-Maurice ont été le théâtre de mouvement revendicatifs pour réagir à ces dégradations.

La « **médecine de ville** » est dans un état tout aussi préoccupant : 7 millions de personnes n'ont plus de médecin traitant. La pénurie de professionnels de santé et leur inégale répartition dans les territoires constituent une source d'inégalités d'accès aux soins insupportables. Face à l'extension des déserts médicaux, les réponses sont nécessairement multiples. L'une d'elles consiste à créer un « service public de santé de premier recours » avec l'ouverture dans tous les territoires de centres de santé pluri-professionnels, coordonnés avec l'hôpital public et l'ensemble des professionnels de santé. Une autre consisterait à prendre des mesures coercitives d'installation de médecins dans les zones les plus sinistrées tant que ne sera pas remise en cause la médecine de ville libérale qui a pour corollaire une totale liberté d'installation.



“7 MILLIONS DE PERSONNES N'ONT PLUS DE MÉDECIN TRAITANT.”

“D'ICI 2050, 2 MILLIONS DE PERSONNES ÂGÉES DEVRAIENT ÊTRE « TRÈS DÉPENDANTES » ALORS QUE LES EHPAD EN ACCUEILLEN 600 000 AUJOURD'HUI”



Les restes à charge : dépassements d'honoraires, déremboursements de nombreux médicaments, développement des franchises médicales et des forfaits en tous genres ne cessent d'augmenter alors que les fins de mois sont problématiques pour des millions de personnes.

La prise en charge de la perte d'autonomie à domicile et en établissement est elle aussi dans une situation critique : d'ici 2050, 2 millions de personnes âgées devraient être « très dépendantes » alors que les Ehpads en accueillent

600 000 aujourd'hui ; Ehpads qui par ailleurs, pour nombre d'entre eux, sont en grandes difficultés budgétaires. Il y a urgence à ce que soit débattue une loi « Grand âge » annoncée depuis longtemps mais toujours reportée faute de vouloir y mettre les moyens pour répondre aux besoins de la population. Le « virage domiciliaire » qui est prôné demande aussi une amélioration sensible des services d'aide à domicile. La FSU exige des financements publics ambitieux et pérennes. Elle revendique aussi que cette prise en charge se fasse dans le cadre d'un grand service public national qui nécessiterait 300 000 embauches (200 000 en Ehpads et 100 000 pour les services à domicile) ainsi que des personnels formés, qualifiés, reconnus et correctement rémunérés.

Notre système de santé est, à tous les niveaux, gangrené par une financiarisation avec la mainmise de grands groupes financiers (Ramsay santé, Elsan ...) sur les cliniques, les laboratoires de biologie médicale, l'imagerie médicale, les centres dentaires et ophtalmologiques... Il n'est plus possible de laisser les laboratoires pharmaceutiques organiser les pénuries de médicaments et exiger des prix faramineux pour les nouveaux traitements. Il est plus que jamais nécessaire de lever les brevets sur les vaccins et les médicaments mais aussi de créer un pôle public du médicament en France et en Europe pour faire baisser les prix, ce qui permettrait de substantielles économies à la Sécurité sociale tout en améliorant la réponse aux besoins de la population.

POUR LA FSU, LA SANTÉ EST UN BIEN COMMUN, ELLE A BESOIN DE MESURES D'URGENCE ET D'UNE LARGE MOBILISATION DE L'ENSEMBLE DE LA POPULATION.

Les organisations syndicales de retraité·e·s (dont la FSU) au sein du Groupe des 9 (G9) organisent depuis plusieurs mois sensibilisation et mobilisation sur ces questions de santé. Une nouvelle manifestation du Ministère de la Santé à Matignon aura lieu le 20 mars prochain. En cohérence avec ces mobilisations, le G9 organisera une journée de travail fin mai/début juin à la Bourse du Travail de Paris pour donner corps à sa **revendication du 100 % Sécu** qui s'inscrira dans les mobilisations pour les 80 ans de la Sécurité sociale.

Une Ecole pour tous·tes!

Pour un autre collège permettant la réussite véritable de chacun·e

Le Comité Social Administratif Départemental s'est tenu le 19 janvier 2025 sous la présidence du nouveau DASEN arrivé de Moselle, M. Prémon. La DSDEN prévoit une nouvelle baisse des effectifs dans les collèges du Val-de-Marne (plus basse que les années précédentes) ; il s'agit de **300 élèves en moins** pour la rentrée 2025. Cependant, les baisses prévues par les services de la DSDEN depuis plusieurs années, expliquées par des « départs » de familles et la baisse de la natalité, ne se confirment pas à la rentrée. Les constats de rentrée viennent tous les ans contredire les calculs de l'Inspection mais ne suffisent pas à endiguer la vague de baisse des moyens opérée depuis 7 ans.

Des créations de postes insuffisantes

Cette année, malgré 300 élèves prévus en moins, le DASEN propose **5,5 ETP de CPE, 12,5 ETP d'AED et 7 ETP enseignants**. Si nous ne pouvons que nous réjouir de cette légère hausse, celle-ci reste bien trop faible dans un des départements qui compte de très nombreux élèves et des ouvertures d'établissements scolaires. De plus, cette hausse minime ne vient pas contrebalancer les nombreuses baisses constatées depuis 7 ans.

La DSDEN 94 semble enfin vouloir se mettre en conformité avec la loi puisque les élèves scolarisé·es en ULIS devraient désormais être compté·es dans les effectifs des établissements.

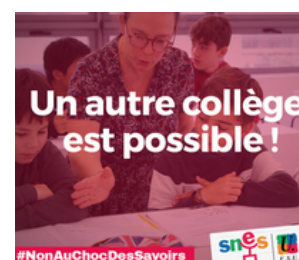
Il reste beaucoup à faire pour les AESH

En sus, ce sont 250 AESH qui ont été recrutées. Si cette annonce est une bonne nouvelle, nous ne savons pas combien ont démissionné depuis septembre. En effet, les conditions de travail des Accompagnantes des élèves handicapé·es sont telles que nombreuses sont celles qui cessent de l'être. Leurs conditions de rémunération sont tout aussi dramatiques et ne permettent pas de pérenniser les recrutements. Le SNES-FSU réclame toujours la création d'un corps de catégories B pour ces personnes de l'Éducation Nationale et de réels moyens pour réaliser l'inclusion à l'École.

Quels effectifs dans les classes ?

Pour que les moyens soient davantage en adéquation avec la réalité du terrain, le DASEN choisit de fixer un seuil de 28 élèves par classe dans les établissements ne relevant pas de l'éducation prioritaire et dont l'IPS est inférieur à 90. Cette mesure rappelle la catégorie 3 supprimée en 2021 par sa prédécesseuse. C'est un pas vers de meilleures conditions de travail mais c'est encore insuffisant et cela doit être généralisé à un nombre plus important de collèges.

**“LES CONSTATS
DE RENTRÉE VIENNENT TOUS LES ANS
CONTREDIRE LES CALCULS DE
L'INSPECTION MAIS NE SUFFISENT PAS
À ENDIGUER LA VAGUE DE BAISSÉ DES
MOYENS OPÉRÉE
DEPUIS 7 ANS.”**



Le choc des savoirs toujours pas enterré

D'une manière générale, notre département souffre du manque de moyens généralisés. Pour mémoire, l'année dernière, la DSDEN avait financé le « choc des savoirs » cher à Gabriel Attal à hauteur de 50%. Cette année encore, les établissements vont devoir financer très largement la réforme, pour laquelle aucun texte n'est paru, sans moyens supplémentaires et donc directement avec les fonds propres à chaque établissement. Cela veut donc dire que les plus défavorisés vont devoir faire disparaître des options et des groupes pour mettre en place, sans cadre aucun, une réforme dont le ministère a lui-même dit qu'elle était inopérante et anti-pédagogique. Si nous nous félicitons que la réforme ait été mise en place localement selon les modalités des collègues, nous dénonçons une nouvelle attaque au cadre national de l'École. Le SNES-FSU continue de réclamer des groupes classe de 20 élèves en collège, seuls permettant le progrès et l'émancipation de tous·tes.

Dans cette perspective, nous dénoncerons dans les CA les coupes budgétaires qui continuent de s'opérer dans les établissements et défendrons un autre service public que celui que nous offre le ministère. Nous voulons une École pour tous·tes permettant la réussite véritable de chacun·e.

Journée du 8 mars : Mobilisons-nous!



Pour exiger :

- L'égalité salariale entre les hommes et les femmes et la réduction du temps de travail pour permettre l'articulation vie privée/vie publique
- Une formation initiale et continue des personnels dédiés à la lutte contre les stéréotypes sexistes et aux inégalités entre femmes et hommes, déployée dans toutes les académies et accessibles à un grand nombre d'agent-e-s chaque année
- Une véritable éducation à l'égalité, à la sexualité et contre les stéréotypes sexistes pour les élèves
- Le bénéfice systématique de la protection fonctionnelle renforcée par le protocole Égalité pour les femmes qui dénoncent les violences sexistes et sexuelles au travail et les violences conjugales
- Une formation spécifique de tous les personnels à la prise en charge de ces violences
- Des moyens spécifiques pour mettre en œuvre des mesures immédiates de rattrapage salarial pour les femmes discriminées sur l'ensemble de la carrière et le financement ambitieux des politiques d'égalités inscrites dans les plans d'action Égalité

**Mobilisons-nous toutes et tous le 8 mars
pour faire une grande journée de
lutttes pour le droit des femmes !!!**